Seine-Saint-Denis Le département

LA NOTE DE L'OBSERVATOIRE

Numéro 6 - juillet 2015

La note de l'Observatoire revient sur les sujets qui ont animé ces 3 derniers mois. Au menu : un peu de Seine-Saint-Denis, et beaucoup de sigles : l'ODDS (page 2), FiLoSoFi (page 3) et du SIG (page 4). Bonne lecture et bon été!

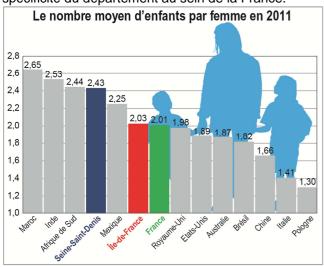
Pierre Lombard, chef du service de l'Observatoire départemental

ZOOM SUR LA SEINE-SAINT-DENIS ET LE MONDE

Le profil socio-démographique des habitants de la Seine-Saint-Denis est très différent de celui des autres départements de France métropolitaine. Et si l'on se comparait à d'autres pays? C'est à cette demande du Pôle solidarité que nous avons tenté de répondre à travers quelques indicateurs...quand ils sont comparables! Deux d'entre eux ont retenu notre attention :

2,43 enfants par femme en moyenne en Seine-Saint-Denis

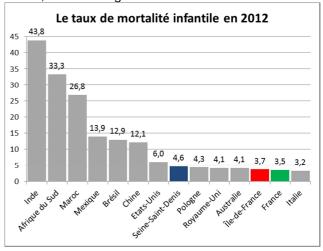
Bien plus élevé que la moyenne française ou régionale, le nombre d'enfants par femme en Seine-Saint-Denis avoisine celui des pays émergents, comme l'Inde, l'Afrique du Sud ou encore le Mexique. Ceci constitue la spécificité du département au sein de la France.



Une mortalité élevée chez les jeunes enfants, mais en forte baisse

En 2012 (date de référence des données de l'UNESCO), le taux en Seine-Saint-Denis s'élevait à 4,6 pour 1000 enfants nés vivants. Ce chiffre a connu une forte baisse au cours des dernières années (4,1 ‰ en 2013), mais reste nettement plus élevé que la moyenne française (3,7 ‰).

C'est un taux proche des moyennes de pays de l'Europe de l'Est (Pologne, Lituanie, Hongrie, Biélorussie) et de certains pays méditerranéens comme l'Espagne, la Grèce, le Monténégro ou encore la Croatie.



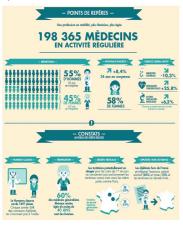
En définitive, l'exercice est délicat faute d'indicateurs universels et fiables ; le rapprochement aux grandes métropoles européennes sera plus pertinent.

Retrouvez l'intégralité de cette note sur <u>I:\Observatoire\01 - ACTUALITES</u> // Contact : cpoissonnet@cg93.fr

LES ECHOS DE L'OBSERVATION

L'ATLAS DE LA DEMOGRAPHIE MEDICALE 2015

Les déserts dits médicaux ne sont pas toujours là où on les imagine : c'est le constat de l'Atlas de la démographie médicale de 2015.



En France, on recense 90 630 médecins généra listes en activité régulière en 2014, soit 6,5 % de moins qu'en 2007. D'après le Conseil National des Médecins, cette tendance à la baisse devrait se prolonger jusqu'en 2020, avec une chute des effectifs estimée, d'ici là, à - 4 430.

L'Ile-de-France est la région où cette tendance

est la plus forte en France. Elle voit en effet son nombre de médecins en activité régulière baisser de 6 % entre 2007 et 2015, alors que sa population continue de croître. Tous les départements d'Ile-de-France sont en diminution, mais Paris enregistre de loin la plus forte baisse du pays (- 40 %), en raison notamment de la baisse des libéraux. Qualité de vie et immobilier trop cher compte tenu du prix des consultations sont les raisons avancées pour expliquer cette tendance (d'après le Président du Conseil National de l'Ordre des Médecins).

Alors que la densité médicale reste malgré tout très forte à Paris (344 pour 100 000 hab. contre 178 en France métropolitaine), elle est problématique en Seine-Saint-Denis où celle-ci fait déjà partie des plus faibles de France (125).

Lien vers l'Atlas : http://www.conseil-

national.medecin.fr/sites/default/files/atlas 2014.pdf

ODDS: LE DEPARTEMENT, EN CHARGE DE L'ANIMATION DE L'ODDS DEPUIS JUIN 2015

L'ODDS: qu'est-ce que c'est?

L'Observatoire départemental des données sociales (ODDS) est un espace partenarial créé en 2011 par les principaux acteurs du domaine social en Seine Saint Denis: la Préfecture, le Département (représenté par le Service de l'observatoire départemental), la Caisse d'allocations familiales (CAF), la Caisse primaire d'assurance maladie (CPAM), la Direction des Services Départementaux de l'Education Nationale (DSDEN), l'Association départementale d'information sur le logement (ADIL), l'Union départementale des CCAS (UDCCAS), la Fédération des centres sociaux (FDCS). Pôle Emploi devrait rejoindre prochainement les partenaires.

Pourquoi?

Cet Observatoire a pour vocation de mettre en partage des données fiables concernant la population du département et les bénéficiaires des prestations, d'établir des diagnostics sociaux partagés à partir des données collectées et de mener des études sociodémographiques.

Cette mise en commun des connaissances est un levier pour les actions et politiques à mettre en œuvre, que ce soit de manière commune ou en compétence propre, pour un meilleur service aux usagers du territoire.

L'apport de données et de connaissances des partenaires au sein de l'ODDS est un outil d'aide à la décision supplémentaire pour le Département, chef de file de l'action sociale. L'implication des directions dans les échanges et les travaux menés (principalement DPAS, DEF, DPAPH mais aussi DEJ et DEEFI) est décisive pour que ce partenariat soit le plus bénéfique possible pour le Département.

Le rôle du Département ?

La CAF anime l'Observatoire depuis sa création. La proposition d'un pilotage tournant a été retenue : depuis juin 2015, c'est le Département qui est en charge de l'animation de l'Observatoire.

Les études réalisées par l'ODDS

Depuis sa création, l'ODDS a réalisé plusieurs études :

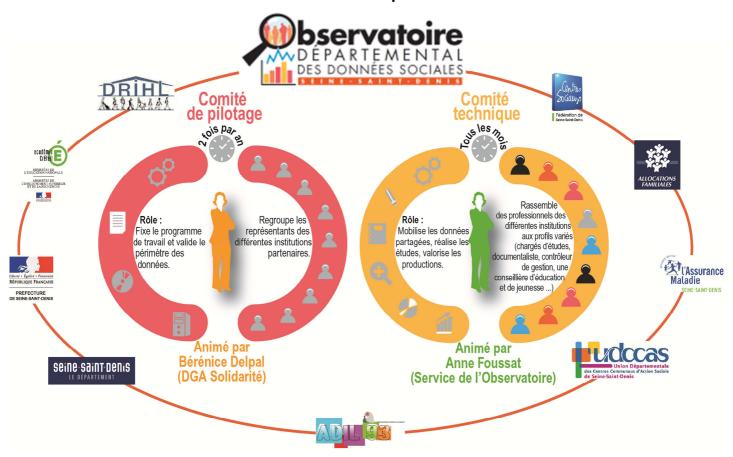
- en 2013, sur les populations fragiles
- en 2014, sur les jeunes de 15 à 29 ans.
- en cours : une étude sur les 6 17 ans est en cours de réalisation (publication prévue pour l'automne 2015).

L'ODDS met aussi en partage les chiffres relatifs aux usagers des institutions partenaires, à travers un « portrait social » accessible à tous.

Les synthèses des études et le portrait social sont accessibles sur le site de WebCommunes : http://cooperation-territoriale.seine-saint-denis.fr/L-Observatoire-Departemental-des,434.html.

Les études détaillées sont disponibles pour les agents du Département dans le répertoire <u>I:\Observatoire\04</u> - <u>PUBLICATIONS DE L'OBSERVATOIRE\ODDS</u>

Le fonctionnement de l'Observatoire départemental des données sociales



Les travaux à venir ?

La prochaine étude réalisée par l'ODDS en 2015-2016 portera sur l'accès aux droits sociaux. Chaque institution s'est engagée à réaliser un état des lieux des actions réalisées ou des réflexions en cours sur le sujet.

L'observatoire de la ville de Tremblay-en-France travaille sur **un indice synthétique de précarité**. Il a été acté en Comité de pilotage que cette réflexion intéresse l'ensemble des partenaires. Les collègues qui souhaitent y être associés peuvent se faire connaître dès à présent. Des réunions de travail seront programmées en octobre ou novembre.

Parallèlement, une analyse comparée des habitants issue du recensement de la population diffusé par l'Insee et des assurés et ayant droits de la CPAM est en préparation.

Pour disposer de plus d'informations ou si vous souhaitez contribuer à l'une de ces études, contactez Anne Foussat : afoussat@cg93.fr

DONNEES FILOSOFI: UN NOUVEAU DISPOSITIF D'OBSERVATION DES REVENUS

FiLoSoFi (Fichier Localisé Social et Fiscal) : un nouveau dispositif d'observation des revenus

Ce dispositif, mis en place par l'Insee, est issu du rapprochement de deux fichiers :

- les données fiscales exhaustives en provenance de la Direction générale des finances publiques (déclaration de revenus des personnes physiques, taxe d'habitation et fichier d'imposition des personnes physiques)
- les données sur les prestations sociales émanant des organismes gestionnaires de ces prestations (CNAF, CNAV, MSA).

Ce rapprochement permet de reconstituer un revenu déclaré et un revenu disponible (après versement des prestations et prélèvement des impôts) avec une estimation plus précise des prestations réellement perçues à des niveaux locaux fins. FiLoSofi remplace ainsi les dispositifs Revenus fiscaux localisés (RFL) et Revenus disponibles localisés (RDL).

Le champ couvert est celui de l'ensemble des ménages fiscaux ordinaires : il exclut les personnes sans domicile ou vivant en institution (prisons, foyers, maisons de retraite...).

La principale nouveauté : des éléments plus détaillés et diffusés à un niveau plus fin (commune) sur le revenu disponible.

Un fichier rassemble les principaux chiffres-clés relatifs au revenu disponible. Il est accessible sur I:/ à l'adresse suivante I:\Observatoire\02 - DON-NEES\STATISTIQUES\2-Données par thématique\Revenus-Salaires\Revenus\2012 FILOSOFI\

Pour chacun des niveaux géographiques, plusieurs fichiers sont disponibles et donnent des indicateurs sur le montant et sur la composition (en %) du revenu déclaré et du revenu disponible par unité de consommation, après versement des prestations, et dégrèvement des impôts. Toutes ces informations sont détaillées par :

- o âge du référent fiscal
- o taille du ménage
- o situation familiale
- statut d'occupation (propriétaire / locataire mais pas de détail sur les locataires sociaux)
- o source principale de revenus
- o décile de revenus.

Les fichiers concernant le revenu déclaré sont nommés « DEC » ; ceux concernant le revenu disponible sont nommés « DISP ».

ATTENTION! les nouvelles données diffusées ne sont pas comparables avec les données diffusées précédemment

Il y a plusieurs différences liées aux méthodes de calcul entre FiLoSoFi et les anciens dispositifs Revenus fiscaux localisés (RFL) et Revenus disponibles localisés (RDL): c'est pourquoi il n'est pas possible de comparer les revenus 2012 (diffusés en 2015) aux revenus précédemment diffusés.

Ces chiffres feront bientôt l'objet d'une publication de l'Observatoire. Dans l'attente, pour plus de renseignements, n'hésitez pas à contacter Mathieu Charton (macharton@cg93.fr) ou Anne Foussat (afoussat@cg93.fr).

QUELQUES CHIFFRES-CLES (2012)

- 1 296 € C'est le revenu médian déclaré par unité de consommation (par mois) par les ménages de Seine-Saint-Denis. C'est le plus faible de France, derrière le Pas-de-Calais, l'Aude et la Creuse. C'est bien moins que le revenu médian déclaré en Ile-de-France (1 897 €)
- 4,2 % C'est la part que représentent les indemnités chômage dans le revenu déclaré par l'ensemble des habitants dans le département. Cette part s'élève à 5,8 % chez les ménages dont le référent fiscal a moins de 30 ans.
- 1 384 € C'est le revenu médian disponible par unité de consommation (par mois) des ménages de Seine-Saint-Denis, c'est-à-dire après paiement des impôts et versement des prestations sociales. C'est bien moins que le revenu médian disponible des Franciliens (1 848 €). En Seine-Saint-Denis, le revenu disponible est plus élevé que le revenu déclaré, grâce aux versements des prestations sociales.
- 8,5 % C'est la part des prestations sociales dans le revenu disponible des ménages de Seine-Saint-Denis. Elle se décompose en prestations familiales (3,7 %), minima sociaux (2,4 %) et prestations logement (2,5 %). La part des prestations sociales est deux fois supérieure à la part des prestations sociales en moyenne dans le revenu disponible des ménages franciliens (4,1 %).

LA STRATEGIE EN MATIERE D'INFORMATION GEOGRAPHIQUE

Le Département se dote d'une stratégie en matière d'information géographique

L'objectif de la stratégie est de positionner le système d'information géographique, comme une des briques majeures du système d'information (SI). Le but est d'intégrer la composante géographique dans les orientations et les projets, et de la rendre plus accessible, plus fiable et plus ouverte pour faciliter le pilotage stratégique et opérationnel des politiques du Département.

Les objectifs opérationnels de cette stratégie se déclinent ainsi en 3 axes :

- Axe 1 : piloter l'information géographique
- Axe 2 : fiabiliser le SIG
- Axe 3 : proposer une offre de services autour de l'information géographique

Ces axes sont présentés dans la brochure « Information géographique, la stratégie du Département » disponible à l'adresse : I:\Observatoire\01 - ACTUALITES

L'information géographique au Département

Plusieurs outils et projets s'appuient sur l'information géographique : Gerfaut II, la stratégie foncière et immobilière, l'implantation des PMI, la géolocalisation des assistantes maternelles, etc. mais également des projets en phase de conception tels que la plateforme numérique du patrimoine culturel, Observ'acteurs, l'Open Data, le centre de ressources partenaire, etc. Au-delà de ces projets, l'information géographique est présente dans tous les pôles du Département. Elle existe de manière plus ou moins structurée en fonction du degré de compétences, de connaissances, et d'équipement en outils SIG.

Il existe au sein des Directions des référents SIG réunis à travers le CIDIGEO (comité inter-directions pour l'information géographique) que pilote et anime l'équipe en charge du SIG au sein de la DSOE. Leur rôle est d'assurer une meilleure coordination et un appui sur les questions des Directions en matière de SIG.

Les enjeux

Le renforcement des outils de pilotage constitue une priorité de la Direction générale. Différents axes sont mis en œuvre en matière d'audit interne, d'analyse de gestion, de contrôle de gestion, d'évaluation des politiques publiques, de conseil en organisation, d'observation du territoire, etc.

L'approche par territoire devient elle aussi centrale dans la conduite des politiques publiques. C'est elle qui permet de comprendre les interactions entre le territoire et la population. C'est elle qui permet d'analyser la logique spatiale d'un phénomène. Et, enfin, c'est elle qui permet d'anticiper ou de prévoir les conséquences d'une action sur le terrain.

Il existe ainsi différents besoins autour de l'information géographique :

Pour l'Exécutif, la Direction générale et le pilotage stratégique :

- étayer une vision d'ensemble d'une politique ou d'un ensemble de politique.
- évaluer l'adéquation entre les besoins et l'offre d'action publique au regard de l'existant et du potentiel.
- prioriser les territoires démunis (par exemple).

Pour les directions et leur pilotage opérationnel :

- connaître les projets, les actions, les activités présentes sur le territoire ;
- décrire l'action dans une logique d'aide au pilotage et d'évaluation de l'action ;
- connaître et localiser les besoins afin d'adapter l'offre de service public sur le territoire :
- planifier l'action en fonction des contraintes liées aux territoires, avec une vision dans le temps.

Pour les usagers :

- trouver les structures pour accéder aux droits,
- situer des évènements ou des activités,
- connaître l'action départementale et sa mise en œuvre territorialisée,
- disposer d'une information évolutive (assistantes maternelles disponibles, fermeture d'un centre de PMI, travaux de voirie en cours, etc.).

De manière plus générale, la connaissance du territoire et l'amélioration des conditions d'accès aux services devront nécessairement inclure la dimension géographique.

Cette triple lecture nécessite en amont un pilotage autour de la donnée pour en garantir la fiabilité dans les usages, dont beaucoup sont encore à créer. Cela passera par la systématisation dans les projets SI de la prise en compte de l'information géographique.

Axe 3: l'offre de services SIG

L'offre de services SIG se divise en trois volets, correspondant à la réponse aux besoins :

- de données géographiques
- d'outils pour exploiter l'information géographique
- de productions cartographiques.

L'offre de services SIG fait l'objet d'un guide accessible sur : I:\Observatoire\01 - ACTUALITES

Un seul contrat pour les outils ArcGIS!

La DSI vient de passer un contrat groupe avec l'éditeur ESRI sur sa gamme d'outil SIG « ArcGIS ».

Ce contrat permet aux Directions de se doter d'outils SIG de la gamme ArcGIS, sans budget supplémentaire, le coût global et annualisé du contrat étant supporté par la DSI.

Les demandes de logiciels SIG font l'objet d'une note motivée à la DSI qui procèdera à l'installation.

L'équipe SIG du SOD se tient à votre disposition pour calibrer le besoin en logiciel SIG (et motiver le besoin dans la note!); en effet il existe différents outils SIG selon les usages (dans la gamme de l'éditeur ESRI, mais également d'autres solutions, comme le logiciel libre QGIS par exemple).

Cette note a été réalisée par le Service de l'Observatoire Départemental de la Direction de la stratégie, de l'organisation et de l'évaluation – Département de la Seine-Saint-Denis.

Equipe du SOD : Mathilde Aladame, Nathalie Auclair, Mathieu Charton, Caroline Danic, David Delhorbe, Anne Foussat, Eric Galland, Pierre Lombard, Bérengère Moure, Cédric Poissonnet.

Pour plus d'informations : observatoire@cg93.fr; 01 43 93 76 35